

Brochure n° 3005-II

**Convention collective nationale**

IDCC : 1702. – **TRAVAUX PUBLICS**

**Tome II : Ouvriers**

**(5<sup>e</sup> édition. – Avril 2005)**

■ *Journal officiel* du 9 avril 2005

**Arrêté du 30 mars 2005 portant extension d'accords régionaux  
(Auvergne) conclus dans le cadre de la convention collective  
nationale des ouvriers des travaux publics (n° 1702)**

NOR : SOCT0510536A

Le ministre de l'emploi, du travail et de la cohésion sociale,

Vu les articles L. 133-1 et suivants du code du travail ;

Vu les arrêtés du 27 mai 1993 et du 27 octobre 1993 portant extension de la convention collective nationale des ouvriers des travaux publics du 15 décembre 1992 et d'un avenant la complétant ;

Vu l'accord régional (Auvergne) du 1<sup>er</sup> décembre 2004 (salaires minima) conclu dans le cadre de la convention collective nationale susvisée ;

Vu l'accord régional (Auvergne) du 1<sup>er</sup> décembre 2004 (indemnités de petits déplacements) conclu dans le cadre de la convention collective nationale susvisée ;

Vu la demande d'extension présentée par les organisations signataires ;

Vu l'avis publié au *Journal officiel* du 1<sup>er</sup> février 2005 ;

Vu les avis recueillis au cours de l'enquête ;

Vu l'avis motivé de la Commission nationale de la négociation collective (sous-commission des conventions et accords), recueilli suivant la procédure prévue à l'article R. 133-2 du code du travail,

Arrête :

### Article 1<sup>er</sup>

Sont rendues obligatoires, pour tous les employeurs et tous les salariés compris dans le champ d'application professionnel de la convention collective nationale des ouvriers des travaux publics du 15 décembre 1992, et dans son propre champ d'application territorial, les dispositions :

- de l'accord régional (Auvergne) du 1<sup>er</sup> décembre 2004 (salaires minima) conclu dans le cadre de la convention collective nationale susvisée ;
- de l'accord régional (Auvergne) du 1<sup>er</sup> décembre 2004 (indemnités de petits déplacements) conclu dans le cadre de la convention collective nationale susvisée, à l'exclusion :
  - des termes : « ces indemnités s'appliquent également aux ETAM non sédentaires » constituant le dernier alinéa de l'article 1<sup>er</sup> (Valeur des indemnités de petits déplacements), la convention collective des ETAM des travaux publics et les avenants la complétant ou la modifiant n'étant pas étendus ;
  - des termes : « (et ETAM, pour ce qui les concerne) » figurant à l'article 3 (Champ d'application), la convention collective des ETAM des travaux publics et les avenants la complétant ou la modifiant n'étant pas étendus.

### Article 2

L'extension des effets et sanctions des accords susvisés est faite à dater de la publication du présent arrêté pour la durée restant à courir et aux conditions prévues par lesdits accords.

### Article 3

Le directeur des relations du travail est chargé de l'exécution du présent arrêté, qui sera publié au *Journal officiel* de la République française.

Fait à Paris, le 30 mars 2005.

Pour le ministre et par délégation :  
Par empêchement du directeur  
des relations du travail :

*Le sous-directeur de la négociation collective,*  
P. FLORENTIN

*Nota.* – Le texte des accords susvisés a été publié au *Bulletin officiel* du ministère, fascicule conventions collectives n° 2005/4, disponible à la Direction des Journaux officiels, 26, rue Desaix, 75727 Paris Cedex 15, au prix de 7,50 €.